



**HAL**  
open science

## Rio de Janeiro olympique : murs tropicaux, favelas et gentrification. (Axe III, Symposium 13)

Olivier Borius

► **To cite this version:**

Olivier Borius. Rio de Janeiro olympique : murs tropicaux, favelas et gentrification. (Axe III, Symposium 13). Independencias - Dependencias - Interdependencias, VI Congreso CEISAL 2010, Jun 2010, Toulouse, France. halshs-00499344

**HAL Id: halshs-00499344**

**<https://shs.hal.science/halshs-00499344>**

Submitted on 9 Jul 2010

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Rio de Janeiro olympique : murs tropicaux, favelas<sup>1</sup> et gentrification

Par Olivier Borius\*

## *Résumé*

Rio de Janeiro va bientôt accueillir deux grands événements sportifs mondiaux, la Coupe de Monde de Football en 2014 et les Jeux Olympiques en 2016. Si l'ambition affichée est d'organiser la ville au profit du plus grand nombre, beaucoup d'éléments sont aussi réunis pour laisser place à des phénomènes urbains complexes, questionnant une ville déjà tant divisée.

L'organisation de ces deux événements s'inscrit en effet dans un contexte politique et urbain bien marqué. En 2009, l'Etat de Rio a ainsi lancé un vaste programme de construction de murs, près de 15 kilomètres, autour de 13 favelas de la zone sud, la zone la plus touristique. En parallèle, l'état a entrepris la reconquête de certaines favelas, toujours dans la zone sud, laissés aux trafiquants de drogue, par la mise en place d'Unités de Police Pacificatrice.

Tout cela ne manque pas d'interroger une ville, marquée tout le long de son histoire par de fortes inégalités. La question qui se pose donc est de savoir quel modèle de ville est en train d'être construit. A l'instar de Henri Lefebvre, Rio de Janeiro questionne le Droit à la Ville, et ce faisant, questionne la citoyenneté de ses habitants.

**Mots clés** : Rio de Janeiro, favelas, gentrification, droit à la ville, Jeux Olympiques

---

Rio de Janeiro, ancienne capitale du Brésil, berceau de la première favela, ville où se mêlent des quartiers aux Indices de Développement Humain dignes de la Belgique et de l'Inde<sup>2</sup>, va bientôt accueillir deux grands événements sportifs mondiaux, la Coupe de Monde de Football en 2014 et les Jeux Olympiques en 2016. Si l'ambition affichée est d'organiser la ville au profit du plus grand nombre, beaucoup d'éléments sont aussi réunis pour laisser place à des phénomènes urbains complexes, questionnant une ville déjà tant divisée.

Rio se prépare donc, et déjà les polémiques pointent, la mobilisation s'organise, portée par la société civile. L'organisation de ces deux événements s'inscrit en effet dans un contexte politique et urbain bien marqué.

---

\* Coordinateur de l'ONG ID Esperança au Brésil.

<sup>1</sup> On utilisera tout le long de l'article le mot portugais favela pour désigner le bidonville.

<sup>2</sup> C'est pour cela que le Brésil est parfois dénommé Belinda.

En 2009, l'Etat de Rio a ainsi lancé un vaste programme de construction de murs, près de 15 kilomètres, autour de 13 favelas de la ville de Rio. Ce programme qui a déjà commencé, trouverait sa justification par la nécessaire réduction de l'expansion des communautés sur la forêt atlantique. En parallèle, l'état a entrepris la reconquête de certaines favelas, laissés aux trafiquants de drogue, par la mise en place d'Unités de Police Pacificatrice (UPP). Neuf favelas sont actuellement concernées par ces UPP. La spéculation immobilière enflé au sein même des favelas concernées par ces programmes, au sein des quartiers les plus touchés par les investissements liés aux Jeux, et au sein de la zone portuaire, qui jusque là était complètement abandonnée. Le phénomène de « rent gap » se construit donc, qui selon Neil Smith, est précurseur des processus de gentrification.

Tout cela ne manque pas d'interroger une ville, marquée tout le long de son histoire par de fortes inégalités, qui furent renforcées au cours du XX<sup>ème</sup> siècle lorsque le Brésil s'est urbanisé et s'est industrialisé de façon accélérée. La question qui se pose donc est de savoir quel modèle de ville est en train d'être construit. A l'instar de Henri Lefebvre, Rio de Janeiro questionne le Droit à la Ville, et ce faisant, questionne la citoyenneté de ses habitants.

A cette question, le maire de la ville et le gouverneur de l'Etat de Rio de Janeiro semblent avoir répondu. L'ambition, clairement annoncée, est de transformer la ville de Rio de Janeiro en une ville globale<sup>3</sup>, telle que Saskia Sassen, sociologue et économiste hollandaise, pourrait l'entendre. Faire passer Rio de son statut actuel de méga-ville au statut de ville globale. Selon Eduardo Paes<sup>4</sup>, nouveau maire de Rio, la ville doit devenir un centre de prises de décisions, sièges de grandes entreprises. Elle doit améliorer son réseau de communication et de transport, et devenir un centre de diffusion de la connaissance au Brésil et en Amérique du Sud. Toujours selon lui, Rio doit investir dans des activités économiques qui représentent une partie importante du PIB mondial (divertissement, tourisme, loisir, culture, mode, design et sport).

---

<sup>3</sup> FREITAG, Barbara, *Teorias da cidade*, Campinas, São Paulo, Papyrus, 2006

<sup>4</sup> Voir son entrevue : <http://ecoviagem.uol.com.br/blogs/brasilzao/boletins/rio-de-janeiro-um-desafio-para-eduardo-paes-9622.asp>

Voir également le plan stratégique de la ville de Rio de Janeiro 2009 – 2012, Rio plus intégrée et compétitive (Plano estratégico da prefeitura do Rio de Janeiro 2009 – 2012, um Rio mais integrado e competitivo)

Pour ce faire, un point d'orgue de la stratégie a été d'inscrire la ville de Rio de Janeiro dans les agendas des événements internationaux et des méga-événements. Selon l'Association Internationale des Congrès et des Conventions (ICCA), Rio a reçu en 2009 62 événements internationaux, soit une augmentation de près de 50% par rapport à 2008. Rio a ainsi gravi 10 places dans le classement des villes qui reçoivent le plus d'événements internationaux, et se situe en 2009 à la 26<sup>ème</sup> place. Par ailleurs, pour ne retenir que les deux méga-événements les plus prestigieux, Rio accueillera la Coupe du Monde de Football en 2014, et, surtout, recevra les Jeux Olympiques en 2016. Il est intéressant de noter que Rio a remporté le droit d'organiser ces jeux face à trois autres villes, déjà globales, Tokyo, Chicago et Madrid. Dans ce contexte, ayant en tête le plus grand méga-événement mondial, Rio s'organise, se prépare, tant au niveau de ses infrastructures, de l'immobilier, qu'au niveau des transports, des services, du tourisme, des réseaux de communication, et de la formation de sa main d'œuvre. Bref, Rio est en train de se transformer et a six années devant elle pour gagner son statut de ville globale.

Toutefois, cette vision et cette stratégie questionnent. Ces J.O. peuvent être en effet une formidable opportunité pour réduire la fracture socio-territoriale de la ville, fracture qui fait qu'une petite partie de ses habitants soit considérée comme des citoyens de première classe, et qu'une autre partie, la grande majorité, comme des citoyens de seconde classe. De manière générale, les villes qui accueillent les jeux en profitent pour améliorer leur infrastructure générale (transports, télécommunications...), et mener d'amples interventions urbanistiques. Il s'agit généralement d'un moment clé dans l'évolution et la planification urbaine de la ville. Aussi, compte tenu du niveau d'investissements qui sera réalisé<sup>5</sup>, Cândido Grzybowski, sociologue et directeur de l'IBASE<sup>6</sup>, s'insurge déjà en prévenant qu'il ne peut être admis que les J.O. soient simplement une opportunité pour faire du *business*<sup>7</sup>. Car bien sûr il y aura des retombées économiques, ne serait-ce qu'au niveau de l'emploi et de l'industrie du tourisme. Mais la question est donc de savoir si un tel événement sera rentable et utile, et si oui pour qui ? pour quel type de ville ?

Pour tenter de répondre à la question posée, on peut évidemment s'appuyer sur l'expérience des autres villes olympiques et analyser l'héritage économique et social des jeux. Mais Rio

---

<sup>5</sup> Budget actuellement annoncé : 2.82 milliards de dollars

<sup>6</sup> Institut Brésilien des Analyses Sociales et Economiques

<sup>7</sup> GRZYBOWSKI, Cândido, *Que cidade vamos remodelar ? Para quem ?*, <http://ibase.br/modules.php?name=Conteudo&pid=2773&print=1>, 2010

de Janeiro a déjà l'expérience d'événements de cette nature. En 2007, conformément à la stratégie annoncée, la ville a reçu les jeux olympiques d'Amérique, appelés jeux Pan-américains. Événement à la fois peu connu et peu reconnu en Europe, ces jeux, dont c'était la quinzième édition, ont néanmoins mobilisé 42 pays et près de 6000 athlètes<sup>8</sup>. Même si la dimension de cet événement n'est pas celle des JO, elle donne une idée de la capacité de la ville à planifier et à gérer des projets complexes et d'envergure.

Or la société civile, organisée par différentes ONG et mouvements sociaux ad hoc, et regroupée en un Comité Social du Pan, pointe un héritage bien sombre. On peut citer par exemple la ligne de métro 4, qui devait lier la zone sud à la zone ouest, et qui n'est pas sortie du papier, la baie de Guanabarra qui n'a pas été dépolluée, les infrastructures sportives qui se trouvent aujourd'hui sous utilisées ou voir même non utilisées. Mais le principal problème de ces jeux reste néanmoins l'évolution extraordinaire des coûts. Le budget initialement prévu était de 390 millions de reais. Deux années après les jeux, quand finalement les chiffres définitifs furent diffusés, la société civile a découvert un dépassement de près de 800%, c'est-à-dire un coût total de 3.5 milliards de reais. Et au-delà de ces coûts, Nelma Gusmão de Oliveira, membre du Comité Social du Pan et architecte urbaniste, relève que la composition des coûts est également critiquable. Il note ainsi que les coûts en infrastructures urbaines ont représenté à peine 3.4% des coûts totaux, alors que les coûts de « consulting » et de planification ont représenté 10%. Par ailleurs, près du tiers des coûts ont été consommés pour la sécurité de l'événement, distribués entre la construction du centre de sécurité, les salaires de la Force National de Sécurité et les opérations d'intelligences<sup>9</sup>. En matière de santé, 4.5 millions de reais devaient être investis dans le but de doter les hôpitaux publics des infrastructures nécessaires pour les prises en charge en urgence. Chiffre qui paraît bien dérisoire quand on connaît les difficultés structurelles du système de santé brésilien, et d'autant plus dérisoire quand on le compare aux 15 millions de reais dédiés à la nourriture fournis aux athlètes durant les 15 jours des jeux<sup>10</sup>. Enfin, en ce qui concerne le déficit de logement dont souffrent Rio de Janeiro, et de manière générale le Brésil entier, aucune amélioration n'a été apportée. La ville du Pan, construite pour l'occasion, composée de 17 immeubles et abritant les 6000 athlètes, a été par la suite vendue. Produits de luxe, les

---

<sup>8</sup> Les JO de Pékin ont concerné 200 pays et un peu plus de 10 000 athlètes

<sup>9</sup> Voir l'article sur le site suivant :

[http://www.cartamaior.com.br/templates/materialImprimir.cfm ?materia\\_id=16486](http://www.cartamaior.com.br/templates/materialImprimir.cfm ?materia_id=16486)

<sup>10</sup> LOPES, Bruno, BEHNKEN, Luiz Mario, *O Rio de Janeiro perdeu a medalha de ouro da cidadania*, dans *Democracia viva*, Rio de Janeiro, IBASE, n°35, 2007, p. 42-46

appartements commercialisés étaient destinés à la classe moyenne. Or 90.9% du déficit d'habitat, évalué par le Gouvernement Fédéral à 7,2 millions d'unités, concerne les familles touchant entre 0 et 3 salaires minimum<sup>11</sup>. Selon la Fondation Centre d'Informations et des Données de Rio de Janeiro, le déficit de l'Etat de Rio atteint près de 300 000 habitations, ce qui représentent près de 1.2 millions de personnes. De plus, la majorité des investissements, comme ces habitations, fut concentrée dans le quartier ouest le plus noble de la ville, la Barra da Tijuca<sup>12</sup>, qui représente à peine 3.5% de la population de la ville. Un quartier déjà largement fourni en infrastructures urbaines, contribuant encore davantage à son élitisation. En 2000, l'Indice de Développement Humain de la Barra da Tijuca était de 0.959, supérieure à celui de la France qui était de 0.938<sup>13</sup>. Aussi, c'est dans cet esprit que durant toute la préparation des jeux, de nombreuses favelas, proches de ces installations, ont été menacées d'expulsion. Nous reviendrons sur ce dernier aspect plus tard.

L'ultime héritage serait-il alors sportif ? Au-delà du discours consensuel autour du sport et de son rôle social, le Brésil n'est pas devenu pour autant une puissance olympique. Lors des derniers Jeux Olympiques de Pékin en 2008, le Brésil se plaça en 22<sup>ème</sup> position avec 3 médailles d'or, alors qu'en 2004, à Athènes, il arriva en 16<sup>ème</sup> position avec 5 médailles d'or.

Cette rapide analyse de l'héritage des jeux 2007 nous renvoie à la nature même des jeux olympiques. On ne doit pas perdre de vue que ces jeux sont un événement privé, et que la recherche du profit, dans la logique capitaliste, est intrinsèque à leur propre conception<sup>14</sup>. Il semble bien que les jeux Pan-américains aient répondu à ce nouveau paradigme de la planification urbaine, privilégiant l'intérêt des entreprises, à partir d'un financement public et dont le domaine d'intervention se situe en une zone restreinte, bénéficiant surtout aux quartiers nobles. La démarche n'est pas intégrée ni participative, ne cherche pas à impliquer la société civile, ne cherche pas à affronter la problématique générale de la ville, et le sport ne semble pas être incorporé comme politique sociale, à peine comme un puissant discours consensuel. Durant le Forum Social Urbain, organisé par les ONG et les mouvements

---

<sup>11</sup> Le salaire minimum est de 510 reais au 01/01/2010, soit 216 euro au 23/04/2010.

<sup>12</sup> Quartier souvent comparé à Miami compte tenu notamment de son urbanisation largement composée de gratte-ciel.

<sup>13</sup> L'indice de développement humain, ou IDH, est un indice statistique composite, créé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en 1990 pour évaluer le niveau de développement humain des pays du monde. L'IDH est un indice composite, compris entre 0 (exécrable) et 1 (excellent), calculé par la moyenne de trois indices quantifiant respectivement : la santé, l'éducation, le niveau de vie.

<sup>14</sup> LOPES, Bruno, BEHNKEN, Luiz Mario, *O Rio de Janeiro perdeu a medalha de ouro da cidadania*, dans *Democracia viva*, Rio de Janeiro, IBASE, n°35, 2007, p. 42-46

sociaux au mois de mars 2010 à Rio<sup>15</sup>, Guilherme Soninho, chercheur à l'Institut de Recherche et de Planification Urbaine et Régionale de Rio (IPPUR), affirmait que les villes qui s'inscrivent dans ces méga-événements suivent une planification qui considère la ville comme une entreprise en compétition, ces événements ayant pour but de vendre la ville, d'attirer des investissements, d'attirer le capital, principalement le capital étranger. João Sette, également présent, chercheur à l'Université de São Paulo, ajoutait que « ce qu'il y a de plus pervers dans les méga-événements est le fait que les investissements sont faits avec l'argent public, mais que les profits sont privés. Qui gagnent ? Ce sont les entreprises. » Aussi, le Maire de Rio, Eduardo Paes, ne dit pas autre chose lorsqu'il affirme dans son Plan Stratégique 2009 – 2012 que « Rio est responsable de la création des marques brésiliennes les plus connues dans le monde : Maracanã, Copacabana, Ipanema, Corcovado, Pão de Açúcar, Samba, Bossa Nova. Sans parler de la marque Rio, présent dans l'imaginaire des personnes du monde entier, et qui parle pour soi<sup>16</sup> ». La ville est donc une marque, elle est à vendre, et se transforme en Ville-marchandise, marchandise de luxe, destinée à une élite d'acheteurs potentiels : le capital international, visiteurs et touristes solvables. A cette Ville-marchandise se superpose la Ville-entreprise, qui recherche la productivité et la performance, et qui cherche ainsi à attirer les investissements et les technologies, c'est-à-dire les grandes entreprises<sup>17</sup>.

On le comprend, cette vision de la ville interpelle fortement le concept de citoyenneté. Le citoyen serait considéré avant tout comme un consommateur. Or, s'agissant du Brésil, cette question est fondamentale. Selon Lúcio Kowarick, la question sociale au Brésil n'est pas celle que pose Robert Castel dans son ouvrage *Les métamorphoses de la question sociale*, ce n'est pas celle de « l'effritement de la condition salariale » (Castel, 1999 : 621)<sup>18</sup>. La question sociale au Brésil est justement celle de la citoyenneté, ou plutôt, celle de la difficulté à étendre les droits de la citoyenneté (Kowarick, 2009 : 77)<sup>19</sup>. Or ce n'est pas par faute d'instruments juridiques et législatifs. Après la dictature, qui dura de 1964 à 1985, le Brésil s'est doté en 1988 d'une nouvelle Constitution, qui permit de faire d'énormes progrès en la matière. Dans le domaine plus spécifique du droit à la ville, une partie spéciale a été dédiée à

---

<sup>15</sup> Ce forum a été organisé en réponse au Forum Urbain Mondial organisé en même temps par l'ONU à Rio.

<sup>16</sup> Traduction libre de l'auteur.

<sup>17</sup> ARANTES, Otilia, VAINER, Carlos, MARICATO, Ermínia, *A cidade do pensamento único : desmanchando consensos*, Petrópolis, Vozes, 2000

<sup>18</sup> CASTEL, Robert, *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Gallimard, coll. folio essais, 2009

<sup>19</sup> KOWARICK, Lúcio, *Viver em risco*, São Paulo, Editora 34, 2009

la politique urbaine, qui selon le rapport 2010 de l'ONU sur l'habitat, fait du Brésil le premier pays à inclure le Droit à la Ville dans sa Constitution<sup>20</sup>. Solange Teles da Silva, professeure de Droit à l'Université de São Paulo, nous indique que le Brésil va encore plus loin lorsqu'il institue dans sa loi du 10 juillet 2001 le Statut de la Ville : « L'article 2° de cette loi détermine que le but de la ville est d'ordonner le développement des fonctions sociales de la ville et de la propriété urbaine (...) »<sup>21</sup>. Evidemment, entre la théorie et la pratique, il y a une différence. Et selon Raquel Rolnik, urbaniste brésilienne et rapporteuse spéciale de l'ONU sur le logement convenable, le principe que le sol urbain ait une fonction sociale n'a jamais été appliqué au Brésil<sup>22</sup>. Or, selon la formule d'Henri Lefebvre, « la ville est une projection au sol des rapports sociaux ». Aussi, Raquel Rolnik poursuit en affirmant que le modèle de développement urbain brésilien est en crise, et avec lui son modèle d'occupation du territoire. Rio de Janeiro l'illustre parfaitement. Nous avons d'un côté des enclaves résidentielles, protégées et sécurisées, et de l'autre les favelas ; d'un côté des logements formels et de qualité, et de l'autre informels et précaires. Deux facteurs au moins expliquent cette situation : d'une part, une politique de logement social pratiquement nulle, qui a généré un déficit de logement (7.2 millions d'unités) immense, et d'autre part une planification urbaine subordonnée aux intérêts privés du marché immobilier, à la recherche de toujours plus de profit, qui a généré un nombre de logements vides pratiquement égale au déficit, soit 6.7 millions d'unités<sup>23</sup>. Comme le pouvoir public est déficient, ou complaisant, la spéculation immobilière commande très souvent la production de l'espace urbain, orientée davantage sur le produit de luxe. Les pauvres ne peuvent alors habiter que là où la terre est bon marché, c'est-à-dire bien souvent là où c'est irrégulier. L'IBGE<sup>24</sup>, l'INSEE brésilien, estimait en 2000 à plus de 40% le nombre de domiciles urbains irréguliers, soit environ 16 millions de familles<sup>25</sup>.

L'Institut Pereira Passos, organisme rattaché à la Mairie de Rio de Janeiro et responsable de la planification urbaine, comptabilise aujourd'hui 1020 favelas, représentant près de 20% de

---

<sup>20</sup> UN-HABITAT, *State of the world's cities 2010/2011 : bridging the urban divide*, Londres, Earthscan, 2008

<sup>21</sup> TELES DA SILVA, Solange, *Le droit de l'urbanisme au Brésil*,  
<http://www.gridauh.fr/sites/fr/fichier/3f4e35e80d759.pdf>

<sup>22</sup> ROLNIK, Raquel, *As tragédias são frutos das opções políticas*,  
[http://www.revistaforum.com.br/sitefinal/EdicaoNoticiaIntegra.asp?id\\_artigo=8037](http://www.revistaforum.com.br/sitefinal/EdicaoNoticiaIntegra.asp?id_artigo=8037)

<sup>23</sup> NAKANO, Kazuo, *Para unir o urbano dividido*, dans la revue *Le Monde Diplomatique Brasil*, n°32, São Paulo, Mars 2010

<sup>24</sup> Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística.

<sup>25</sup> ROLNIK, Raquel, *A lógica da desordem*, dans la revue *Le Monde Diplomatique Brasil*, n°13, São Paulo, Août 2008



sa population, soit plus d'un million de personnes. Elles ne sont ni un problème, ni une solution. Elles sont une réponse, une stratégie de survie, une option économique d'accès au logement. Aussi, si l'on récapitule, Rio de Janeiro est une ville inégalitaire, tant au niveau de la répartition des revenus de ses habitants<sup>26</sup>, que dans la répartition de l'espace entre ses habitants les plus riches et les plus pauvres, formidablement illustrée par les mornes qui entourent la ville. Cette situation est assez favorable aux phénomènes de gentrification. Rappelons, d'ailleurs, que Rio de Janeiro a vu construire ses premières favelas à partir de ce phénomène, lorsqu'à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et au début du XX<sup>ème</sup> siècle, une politique hygiéniste a débouché sur la destruction des habitations collectives – des pensions occupées par les plus pauvres – pour laisser place à une réforme urbaine de revalorisation du centre ville<sup>27</sup>.

Les projets de récupération et de préservation des centres historiques, associés à des processus de restructuration urbaine, ne sont pas nouveaux au Brésil. On peut citer ainsi la revitalisation du Pelourinho de la ville de Salvador à la fin des années 1980, et celle du centre de Recife au début des années 1990. A Rio de Janeiro, ce phénomène de gentrification ne concerne pas spécifiquement le centre ville. Compte tenu de la configuration socio-territoriale de la ville, on note des processus « d'élitisation », « d'embourgeoisement », dans de nombreux quartiers de la ville, là où des opérations urbaines de « rénovation », de « requalification » ou encore de « revitalisation » opèrent. L'un des symptômes de ce phénomène est l'augmentation du prix du sol et le changement du profil sociologique du quartier concerné.

Le cas de la favela Vila Autódromo est assez exemplaire en la matière. Née il y a plus de 40 ans, elle se situe dans le quartier noble de Barra da Tijuca. Comme pour les Jeux Pan-américains de 2007, ce quartier va de nouveau concentrer la majorité des infrastructures prévues pour les Jeux Olympiques de 2016 : il va recevoir près de 50% des épreuves, va de nouveau recevoir la Ville Olympique (hébergement des athlètes). Aussi, cette favela est actuellement menacée d'expulsion, car il est prévu, à sa place, la construction du Centre International des Médias et du Centre d'entraînement des athlètes de ces futurs JO. On assiste

---

<sup>26</sup> Le dernier rapport de l'ONU sur l'habitat indique, pour la ville de Rio, un coefficient de Gini de 0.58. Le coefficient de Gini est une mesure du degré d'inégalité de la distribution des revenus dans une société donnée. C'est un nombre variant de 0 à 1, où 0 signifie l'égalité parfaite et 1 signifie l'inégalité totale.

<sup>27</sup> VALLADARES, Licia do Prado, *A invenção da favela: do mito de origem a favela.com*, Rio de Janeiro, Editora FGV, 2005

donc actuellement à la valorisation d'un quartier déjà noble : de nombreux projets résidentiels et commerciaux sont déjà proposés, et des slogans comme « venez connaître la plus belle opportunité pour habiter ou pour investir dans le quartier qui va le plus se valoriser d'ici à 2016<sup>28</sup> » ne laisse guère de doute quant à la spéculation immobilière en cours. La favela Vila Autodrome ne semble pas être un obstacle, il suffit de l'expulser, et pour cela il n'est même pas nécessaire de consulter ses habitants. C'est en effet par la presse que la favela a appris qu'elle sera déplacée.

Dans ce contexte, plusieurs opérations urbaines viennent actuellement se renforcer mutuellement pour générer ces phénomènes de gentrification et interroger ainsi le droit à la ville. On l'a vu, la venue des JO en est une. A cela se rajoutent la construction de murs autour de certaines favelas, et l'implantation d'Unités de Police Pacificatrice (UPP) au sein de favelas dominées par le trafic de drogue. Dans certains cas, il s'agit des mêmes favelas, intensifiant alors encore davantage la gentrification des quartiers concernés et la question de la citoyenneté.

Trois mètres de hauteur, 14.6 kilomètres de long, 550 maisons déplacées, treize communautés concernées, dont onze dans la zone sud, la zone la plus touristique, pour un coût de quarante millions de reais : ce programme de construction de murs trouverait sa justification par la nécessaire réduction de l'expansion des communautés sur la forêt atlantique. Aussi, il ne s'agirait pas de murs, mais d'éco-limites. Ce programme, qui a déjà commencé en 2009, ne fait cependant pas l'unanimité. Si la préoccupation avec la préservation de la forêt atlantique ne doit pas être absente de l'agenda politique, il reste que ce projet est très ambigu, sa pertinence et son efficacité très discutables. Selon l'Institut Pereira Passos, déjà cité plus haut, l'argument environnemental pour justifier la construction de ces murs est bien fragile lorsqu'il est confronté aux données concernant l'expansion des favelas. On note notamment que trois favelas concernées par ces murs ont eu, soit une croissance nulle, soit même une réduction<sup>29</sup> de leur expansion horizontale. Aussi, plutôt que de parler d'éco-limites, certains n'hésitent pas à parler davantage de socio-limites. Le mur a une signification symbolique très forte. Il remet en cause le droit d'allée et venir des habitants, il accentue la séparation entre la favela et la ville, remettant ainsi en cause son

---

<sup>28</sup> Journal gratuit « 100% Bairro » de publicités immobilières.

<sup>29</sup> Cf le rapport réalisé par différentes organisations de la société civile, « os muros nas favelas e o processo de criminalização », Rio de Janeiro, 2009

intégration, et pouvant laisser entendre que la favela serait une menace pour la ville. José Samargo, écrivain portugais, prix Nobel de littérature, n'hésite pas à affirmer dans son blog toute sa réprobation : « l'idée, maintenant, est d'encercler les favelas de murs de ciment armé de trois mètres de hauteur. Nous avons le mur le Berlin, nous avons les murs de Palestine, maintenant ceux de Rio<sup>30</sup> ». Par ailleurs, au-delà de la nature même du projet, la méthode est une fois de plus montrée du doigt. Le projet a été annoncé et mis en place sans avoir consulté les parties prenantes, sans la recherche d'aucun dialogue.

La question des Unités de Police Pacificatrice (UPP) est également édifiante. Cette politique est pilotée par l'Etat de Rio de Janeiro et est déployée à partir de la politique fédérale PRONASCI – Programme Nationale de Sécurité Publique avec Citoyenneté. D'une part, elle se concentre sur la prévention, et d'autre part, elle associe, pour la première fois, une politique de sécurité publique avec la question de la citoyenneté. Ne pas oublier que le Brésil est le sixième pays au monde en terme d'homicide (25.2 homicides pour 100 000 habitants en 2008<sup>31</sup>), et Rio de Janeiro est une des villes les plus violentes du pays. Le principe des UPP est simple. Il s'agit d'implanter dans des favelas dominées par le trafic de drogue, une unité de police communautaire, laquelle va établir une relation de confiance avec ses habitants. Jusque là, la police menait des opérations ultra violentes marquées par des incursions ponctuelles au sein des favelas, qui se soldaient presque systématiquement par des blessés et des morts. L'idée, cette fois-ci, est de rentrer, pacifier et de rester. Les policiers restent sur la même zone, se font connaître des habitants, qui les appellent par leurs prénoms et participent aux réunions régulières pour faire le bilan des actions, des projets sociaux développés également dans le même temps, et pour présenter leurs revendications. Ces policiers sont tous formés aux principes de la police communautaire et reçoivent un meilleur salaire. Tous sont des jeunes recrues, sortent de formation, afin d'éviter de recruter des policiers expérimentés qui ont pu déjà être confrontés à la corruption et être corrompus.

La première UPP fut implantée en novembre 2008 dans la favela de Dona Marta, dans la zone sud de Rio, partie la plus touristique de la ville. Depuis, cinq autres UPP ont été implantées, couvrant neuf communautés pauvres et représentant quelques 110 000 habitants. Dans les neuf favelas, les trafiquants de drogue ont quitté les lieux, soit sans combattre, soit après plusieurs jours de confrontation. Pour la première fois, à Rio de Janeiro, plusieurs

---

<sup>30</sup> <http://caderno.josesaramago.org/>

<sup>31</sup> Observatório da cidadania, *Diálogos sobre violência e segurança pública*, 2009

favelas ont ainsi été pacifiées et se trouvent aujourd'hui sans trafic de drogue (ou du moins sans trafic ostentatoire), et surtout sans les factions criminelles.

Cette stratégie n'est cependant pas nouvelle, on l'a trouvée à travers le monde dans différents pays, et notamment au Brésil, déjà par le passé. Toutefois, aujourd'hui, elle s'inscrit dans un contexte national particulier, avec des ressources financières de l'Union et avec apparemment une réelle volonté politique. Elle s'inscrit également dans un nouveau contexte international, qui explique sans doute davantage cette nouvelle volonté politique : on l'a vu, Rio de Janeiro s'inscrit dans un agenda de méga-événements, et se doit d'apporter des réponses à cette question aiguë qu'est la sécurité publique. Le Comité International Olympique est très sensible à cette problématique.

On ne peut que se réjouir du fait que l'état reprend progressivement la souveraineté de ses espaces publics et populaires. Cette souveraineté a été privatisée par des groupes criminels, trafiquants ou milices, lesquels ont fini par réguler l'ordre social. Toutefois, la reprise de cette souveraineté par l'état doit se faire dans une perspective républicaine des droits<sup>32</sup>. Or les UPP se présentent plus sous la forme d'un état policier que comme un état de droit. Les UPP offrent aux habitants la possibilité d'avoir un accès à la sécurité, mais le coût est une fois de plus celui du droit d'allée et venir des habitants : elles instaurent un contrôle drastique à l'entrée et à la sortie des favelas, régulent l'accès à l'espace public à l'intérieur même de la favela, et imposent des couvre feu à ses habitants.

Revenons à l'exemple de la favela Dona Marta, favela de taille moyenne, de moins de 5000 habitants. Elle offre une illustration parfaite de ce qui est en jeu actuellement dans la construction urbaine de la ville, que nous avons identifiée comme étant la question du droit à la ville et de la citoyenneté. Les gouvernants locaux et régionaux l'identifient comme le laboratoire de leur politique, modèle à être reproduit. Elle cumule effectivement tous les dispositifs, bénéficiant ainsi d'une UPP et de la construction d'un mur, lequel est d'ailleurs difficilement justifiable, car selon l'Institut Pereira Passos, au lieu de croître, la favela a au contraire diminué, entre 1999 et 2008, de près de 1%. Elle est la favela – et sans doute aussi la zone – la plus surveillée de la ville : 650 mètres de murs, trois postes de police, 120

---

<sup>32</sup> DE SOUZA E SILVA, Jailson, *Favela é cidade*, [http://www.observatoriodefavelas.org.br/observatoriodefavelas/noticias/mostraNoticia.php?id\\_content=776](http://www.observatoriodefavelas.org.br/observatoriodefavelas/noticias/mostraNoticia.php?id_content=776), 2010

soldats, et 9 caméras. Ivana Bentes, directrice de l'Ecole de Communication de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro, préfère elle parler de laboratoire du bio-pouvoir<sup>33</sup> et de « favela big-brother », surveillée 24 heures sur 24 et occupée territorialement par la police<sup>34</sup>. Une nouvelle fracture apparaît : si dans les quartiers nobles de la zone sud, les caméras des immeubles sont là pour protéger les habitants, ici dans la favela, les caméras sont là pour surveiller, comme si les habitants étaient tous suspects. Lúcio Kowarick parle de sous citoyenneté urbaine<sup>35</sup>, Teresa Sales de citoyenneté concédée<sup>36</sup>.

Mais la ville-entreprise ne s'arrête pas là, toujours à la recherche du meilleur profit et de nouveaux marchés. « Spéculation immobilière de la paix », c'est le titre d'un article de Maria Luisa Barros du journal O Dia, daté du 1<sup>er</sup> février 2010. Elle nous apprend qu'il y a un réel effet UPP sur le marché immobilier : il suffit d'annoncer la future implantation d'une nouvelle UPP, dans une nouvelle favela, pour que la valeur de l'immobilier augmente, avant même son arrivée effective. Les administrateurs de biens immobiliers estiment une récupération entre 20% et 50% du prix des logements dans les quartiers proches des favelas pacifiées. Botafogo, quartier noble où se trouve la favela Dona Marta, Copacabana, Leme, Ipanema, autres quartiers nobles qui ont reçu également des UPP, tous voient leur marché immobilier valorisé. Pour 2016, 100 favelas devront être concernées par ces UPP. On imagine alors le marché immobilier de Rio, dopé à la fois par les méga-événements et par ces dispositifs que sont la construction de murs et l'implantation d'UPP. Il est intéressant d'ailleurs d'observer que parmi les 13 favelas « emmurées », six bénéficient également d'une UPP, situées dans les quartiers les plus prestigieux de la ville.

Au sein des favelas, le marché immobilier également s'échauffe. S'il est plus difficile de mesurer l'effet UPP au sein des favelas concernées, Helena Menna Barreto Silva, professeure et chercheuse à l'Université de São Paulo, observe que tout projet d'urbanisation, tout investissement public au sein d'une favela, entraînent des effets pervers sur son marché

---

<sup>33</sup> Selon le concept Foucauldien, le bio-pouvoir est un type de pouvoir qui s'exerce sur la vie, la vie des corps et de la population. C'est la prise en compte par le pouvoir de la vie des hommes avec d'un côté le corps (pour le discipliner) et de l'autre la population (pour le contrôler). FOUCAULT, Michel, Sécurité, Territoire, Population – Cours au Collège de France 1977-1978, Paris, Gallimard, Seuil, 2004.

<sup>34</sup> BENTES, Ivana, *Big Brother Favela, Biopolíticas e midialivrisimo*, dans Conferência da Fundação Casa de Rui Barbosa e Universidade Nômade, Rio de Janeiro, 2010

<sup>35</sup> KOWARICK, Lúcio, *Escritos urbanos*, São Paulo, Editora 34, 2000

<sup>36</sup> SALES, Teresa, *Raizes da desigualdade social na cultura política brasileira*, dans Revista brasileira de Ciências Sociais 25, 1994, p.31

immobilier<sup>37</sup>. Cela n'entraîne pas nécessairement la substitution de ses habitants les plus pauvres, plutôt enclin à rester compte tenu de l'amélioration des conditions de vie, mais il s'établit un nouveau prix du marché pour ceux qui arriveront, lesquels auront automatiquement un revenu plus élevé.

La revitalisation du port est le dernier processus de gentrification que nous aborderons. La zone portuaire est une des plus anciennes de la ville et se situe à proximité du centre. Durant de nombreuses décennies, le port fut la force motrice de la région. Aujourd'hui, c'est une zone complètement abandonnée, composée de nombreux édifices, non utilisés et désoccupés. Le projet de rénovation de cette zone existe en fait depuis plus de 20 ans, mais n'avait jamais pu aboutir, dû notamment à des entraves juridiques et économiques. Au début des années 2000 par exemple, le projet d'y installer un musée Guggenheim avait dû être abandonné pour des problèmes juridiques, la société civile s'étant également mobilisée contre ce projet, dispendieux et élitiste. Aujourd'hui, le contexte est différent, porté notamment par la venue proche des méga-événements. Le projet urbain que porte les JO 2016 prévoit ainsi la transformation de cette zone en un grand quartier résidentiel, de divertissement et de tourisme. Sont ainsi prévus une pinacothèque, la rénovation des entrepôts, des parkings souterrains, un musée, des aires de loisirs, et la rénovation des quartiers historiques. D'ores et déjà, la municipalité offre des avantages fiscaux, pour une durée de dix années, aux entreprises de divertissement et de tourisme qui s'installeront dans un délai de 3 ans, c'est-à-dire avant la Coupe du Monde de Football de 2014. Par ailleurs, au cours du second semestre 2010, elle mettra aux enchères les immeubles lui appartenant<sup>38</sup>.

Au-delà de ce projet de revitalisation, qui entraînera classiquement une augmentation du prix de l'immobilier et la venue d'une nouvelle « clientèle », il est là aussi intéressant d'observer qu'au même moment où était lancé ce projet, une nouvelle UPP était implantée au sein de la favela Morro da Providência, favela à la frontière entre le centre ville et la zone portuaire.

---

<sup>37</sup> BARRETO SILVA, Helena Menna, *Programas de urbanização e desenvolvimento do mercado em favelas brasileiras*, [http://www.usp.br/fau/deprojeto/labhab/biblioteca/textos/silva\\_hmb\\_favelas.pdf](http://www.usp.br/fau/deprojeto/labhab/biblioteca/textos/silva_hmb_favelas.pdf)

<sup>38</sup> <http://www0.rio.rj.gov.br/ipp/>

## Conclusion

Walter Benjamin, philosophe allemand, connu notamment pour son ouvrage *Passages*, consacrant le concept de flâneur, affirmait que « jamais il n'y a eu un monument de culture qui ne fut pas non plus un monument de barbarie »<sup>39</sup>. Rio de Janeiro peut illustrer cette idée : c'est une ville à la beauté naturelle, prise entre la mer et la montagne, doublée d'un héritage culturel très riche<sup>40</sup>; en parallèle, cette beauté à la fois naturelle et culturelle cohabite avec un chaos urbain, une pauvreté et une inégalité importante, qui ne cessent d'interpeller le modèle de ville choisi.

Nous l'avons vu, les méga-événements dans lesquels s'est inscrite la ville de Rio, consomment beaucoup de ressources publiques, à des fins souvent privées, et l'héritage dans le champ social est infime, réaffirmant ainsi les inégalités socio-territoriales. Les jeux Pan-américains de Rio l'attestent. Et, il suffit de reprendre le bilan des deux dernières éditions des JO, pour s'en convaincre davantage : l'expérience de la Grèce en 2004 a été désastreuse, se soldant par un déficit gigantesque et plombant ainsi la dette publique ; celle de Pékin en 2008, dont on attendait beaucoup sur la question des Droits de l'Homme, n'a montré aucun progrès en la matière, entraînant même le déplacement de 1.5 millions de personnes, expulsées de leur logement.<sup>41</sup>

Selon Luís Carlos Lopes, professeur et écrivain brésilien, c'est la forte spéculation immobilière, actuelle et à venir, qui est responsable du chaos urbain<sup>42</sup>. Les villes, s'inscrivant dans ces agendas internationaux et ayant l'ambition de Rio de Janeiro, observent un sérieux contrôle sur l'espace public, réservé avant tout aux touristes, aux élites et au capital transnational, au détriment d'un usage populaire, social, interculturel, communautaire, et pourquoi pas alternatif de cet espace. L'ancienne opposition centre-périphérie s'amenuise, pour donner le jour à une nouvelle dualité : lieux sûrs *versus* lieux violents<sup>43</sup>. Les murs en construction autour de certaines favelas, la mise en place des Unités de Police Pacificatrice, la récente politique municipale dite de « choque de l'ordre », abondent dans ce sens.

---

<sup>39</sup> FREITAG, Barbara, *Teorias da cidade*, Campinas, São Paulo, Papyrus, 2006

<sup>40</sup> La ville de Rio de Janeiro fut la capitale du Brésil de 1763 à 1960.

<sup>41</sup> Voir l'état des lieux du Collectif Chine JO 2008 : <http://www.fidh.org/IMG/pdf/etats-des-lieux-8-revendications.pdf>

<sup>42</sup> LOPES, Luís Carlos, *Muros e política*,

[http://www.cartamaior.com.br/templates/colunaImprimir.cfm?coluna\\_id=4346](http://www.cartamaior.com.br/templates/colunaImprimir.cfm?coluna_id=4346)

<sup>43</sup> ROLNIK, Raquel, *A lógica da desordem*, dans la revue Le Monde Diplomatique Brasil, n°13, São Paulo, Août 2008

Au Brésil, le débat sur la citoyenneté reste donc entier. La citoyenneté civile, politique et sociale n'est pas encore devenue pour tous une réalité quotidienne. La ville sépare autant et plus qu'elle ne rassemble. Les métropoles, en jouant le jeu de la mondialisation néolibérale, s'engagent les unes contre les autres dans la course aux investissements, accentuant par là même les inégalités socio-territoriales. Aussi, le concept du droit à la ville tel que l'a proposé Henri Lefebvre<sup>44</sup>, est toujours plus d'actualité : le droit de tout citoyen urbain de prendre part à la ville telle qu'elle existe, mais aussi à sa production et à sa transformation, « le droit donc de participer à son aménagement, le droit de définir la ville, le droit à un environnement sain, et aussi, plus simplement encore, le droit à un logement adéquat ou à des transports collectifs accessibles »<sup>45</sup>.

Ces méga-événements peuvent être également considérés comme des formidables opportunités pour construire un projet de ville plus inclusif. Pour cela, on a besoin de la société civile, afin de rompre avec la logique de ces événements. La société civile peut et doit intervenir, interférer, pour garantir que l'intérêt public ne soit pas subordonné à l'intérêt privé.

En fait, le seul héritage que Rio ait reçu des Jeux Pan-américains sont les JO de 2016. Il ne fait aucun doute que ces jeux de 2007 aient largement contribué à élire Rio de Janeiro comme ville-hôte des JO de 2016. Que pouvons-nous dire sur ces futurs jeux ? Que les erreurs du passé ne seront pas répétées ?

Encore trop tôt pour le dire. La société civile s'organise et demande déjà une modification de leur organisation afin notamment de créer une répartition plus juste entre ses territoires. En tous les cas, tout l'agenda politique brésilien est focalisé sur ces méga-événements. La politique de sécurité publique en atteste : son agenda est calqué sur celui des méga-événements, ses objectifs concernant la diminution du taux d'homicide (à 12 homicides pour 100000 habitants) a en ligne de mire l'année 2011, qui correspond à la réalisation des Jeux Mondiaux Militaires<sup>46</sup>, autre méga-événement. Les objectifs de la politique sociale sont sur la

---

<sup>44</sup> LEFEBVRE, Henri, *Le Droit à la ville*, Paris, Economica, 2009

<sup>45</sup> GAUTHIER, Eve, *Le droit à la ville*, <http://www.ababord.org/spip.php?article414>, 2007

<sup>46</sup> Les Jeux mondiaux militaires sont une compétition omnisports réservés aux forces armées du monde entier. Ils sont organisés par le Conseil international du sport militaire (CISM). Les 4e Jeux mondiaux militaires se



même logique : si la réduction actuelle de la pauvreté se poursuit au même rythme, il est prévu pour qu'en 2016 la pauvreté extrême soit éradiquée, et la pauvreté relative réduite à 4% de la population. Héritage futur des JO 2016 ?

---

sont déroulés, du 14 au 21 octobre 2007, en Inde, dans les villes de Hyderabad et Andhra Pradesh. Plus de 5 100 compétiteurs représentèrent 127 pays dans différentes disciplines